

# Un moment d'embarras

La chronique de  
Geneviève Jurgensen



**D**e mille citations terribles, au lendemain du débat Joe Biden-Donald Trump, je retiens celle-ci, du *Boston Globe*: «*Ce ne fut pas un débat, ce fut un moment d'embarras national.*» *The Boston Globe* est ce quotidien américain qui a reçu un prix Pulitzer, il y a près de vingt ans, pour son enquête révélant les crimes pédophiles commis par des membres du clergé local. Le film tiré de cette enquête, *Spotlight*, remporta en 2016 l'Oscar du meilleur film. Pour ce journal parmi tant d'autres, l'élection de Joe Biden pourrait créer brièvement l'illusion d'un retour à la normale, mais c'est le pays qui est gravement malade.

Nous sommes, Français, loin d'imaginer qu'au cours d'un débat un candidat à l'Élysée pourrait lancer à l'autre «*Tu vas la fermer, mec?*», traduction modérée de «*Will you shut up, man?*». Avoir honte de son propre pays, nous avons la chance de ne pas savoir ce que c'est. Mais nous devons répondre aux questions que pose au monde libre la fin du leadership américain.

Quasi impuissants individuellement face à certaines urgences, comme celles qui relèvent de l'économie, du climat, de la politique étrangère, nous ne le sommes pas devant les questions de société. Jamais pourtant nous n'avons été plus suiveurs que maintenant, contaminés par le communautarisme, certaines formes de féminisme et d'anti-racisme, la notion d'appropriation culturelle, et toutes les façons de vivre en collectivité, en préférant l'action directe à l'œuvre lente des garde-fous dont une communauté se dote pour sa propre survie.

C'est le moment qu'a choisi notre garde des sceaux pour déclarer tout à trac: «*Je souhaite que les audiences soient filmées et que les procès soient diffusés*» (1). Tout le monde le sait pourtant, rien ne se filme d'autre que le spectacle. Magritte l'a dit clairement, la représentation d'une pipe n'est pas une pipe, et le film d'un procès ne sera jamais le procès. En Amérique, les audiences sont filmées, certaines chaînes de TV leur sont dédiées, certains juges, certains avocats deviennent des stars. De mul-

tiples films américains de fiction, dont des chefs-d'œuvre, ont pour décor un prétoire. Les procès s'y prêtent parce que le système judiciaire américain repose plus que le nôtre sur une lutte orale entre les parties.

Mais nos audiences, publiques, sont et doivent rester réservées au «*présentiel*», comme on dit désormais. Parce que même si le banc des parties civiles n'est pas celui de la défense ni ceux du public, sous un même toit, dans un même souffle, un même murmure, nous soutenons par notre présence le travail solennel des magistrats, nous en incarnons l'idéal, pour qu'au terme des débats, quand l'affaire est jugée, la vie de tous puisse reprendre ses droits.

**Avoir honte de son propre pays, nous avons la chance de ne pas savoir ce que c'est.**

Pour les caméras, que l'on soit accusé, victime ou magistrat, l'important c'est le contraire. Une caméra distingue les individus, majore leurs différences. Fatalement, même fixée au mur et sans manipulation pouvant évoquer une mise en scène, une caméra sert le témoin, la victime, le prévenu, l'avocat, le magistrat le plus télégénique. Télégénique, la juge américaine Judith Sheindlin, dite Judge Judy, l'est par exemple tellement qu'elle est une devenue une célébrité, là-bas. Son émission de procès télévisés, à l'antenne depuis plus de vingt ans, pèse selon le magazine *Forbes* 400 millions de dollars (340 millions d'euros). Soit plus que l'augmentation pourtant sensible du budget de la justice cette année chez nous.

Protégeons notre société largement désintéressée, considérons comme un trésor les processus qui ménagent le temps de la réflexion et amortissent la tyrannie des opinions personnelles. Restons unis loin de tout ce qui finira par nous faire honte, en attendant de nous faire peur.

(1) Cf. la page Facebook d'Éric Dupond-Moretti, le 29 septembre.

# Le Covid-19 ou la maladie de la solidarité

Dan Arbib

Professeur de philosophie à l'École normale supérieure

**S**'il est une «*valeur*» que l'épidémie de Covid-19 a mise en crise, c'est la solidarité. Non qu'elle l'ait fait disparaître, tant s'en faut, mais elle l'a placée au centre de dilemmes moraux si insoutenables, qu'on n'exagérerait pas en disant que ces derniers constituent la pointe la plus douloureuse de notre conscience actuelle. Car chacun de nous se trouve au cœur d'une contradiction insoluble entre la nécessité de la solidarité et l'impossibilité de la solidarité – pire: chacun se trouve requis, au nom de la solidarité, par la non-solidarité.

Nécessité de la solidarité, la chose est évidente. D'abord parce que, par sa nature d'épidémie, le Covid-19 lie la santé de chacun à la santé de chaque autre, et ainsi chacun à tous. Chacun se trouve, fût-ce par pur intérêt, dans l'obligation d'espérer la santé d'autrui. Jamais la santé de tous n'avait tant importé à chacun!

Ce que nous découvre le Covid-19, c'est la relation intime qui lie chaque membre du corps social à tous les autres. De l'épidémie, nous nous sauverons ensemble ou nous ne nous sauverons pas. La santé des autres, c'est aussi la mienne: tel est ce dont le Covid-19, par sa nature structurelle de pandémie, nous fait prendre conscience.

Mais il est évident qu'à cette forme de solidarité, qui relève d'un pur effet de structure et de mécanique sociale, s'en joint une autre: autour de nous, les malades, nos proches et tous les autres, requièrent aujourd'hui des soins et une prudence accrue que nous ne pouvons plus feindre de méconnaître. Pour épargner à nos aînés les risques inutiles que leur feraient prendre les multiples sorties du quotidien, il nous faut prendre en charge leurs besoins et en assumer la plus grande part possible. Aussi les personnes les moins à risque doivent-elles travailler au bonheur de tous ou des plus fragiles en faisant don de leur temps et, peut-être, de leur santé, en continuant de travailler, en maintenant vive la santé économique et morale du pays.

Renouveau de la solidarité, qu'on avait crue perdue! Renouveau de gratitude aussi. En quoi la pandémie, loin de n'avoir installé que des faits de solidarité

structurelle, appelle une solidarité voulue par les âmes et les cœurs, délibérée et volontaire.

Mais en l'appelant, elle la rend aussitôt impossible. Souvenons-nous du début de la crise, quand les enfants étaient encore considérés comme vecteurs de contamination, charmantes mais sournoises menaces, petites bombes humaines: non seulement ils durent se couper radicalement de leurs grands-parents, mais ce furent leurs parents même qui durent à leur tour se couper de leurs propres parents, laissant bien souvent nos aînés dans un isolement supposé protecteur, mais toujours morbide, sinon mortifère. Le Covid avait ainsi compromis toute la solidarité intergénérationnelle, brisé toute la chaîne de transmission.

**La santé des autres, c'est aussi la mienne: tel est ce dont le Covid-19 nous fait prendre conscience.**

Il s'en faut que cette chaîne se soit rebâtie depuis. Ce sort réservé à nos aînés ne fait que rendre plus manifeste la situation générale: toute la société fonctionne aujourd'hui sur la rupture de solidarités perçues comme dangereuses – au moment même, précisément, où ces solidarités sont indispensables. Qui se souvient du dernier sourire de son interlocuteur, avant que la prudence ne l'oblige à masquer son visage?

Ainsi donc, le Covid appelle la solidarité autant qu'elle l'interdit. Cette ambivalence serait peu de chose si elle ne nourrissait une cruelle et douloureuse dialectique. Car le point le plus critique de notre actualité n'est pas seulement que la solidarité soit à la fois requise et impossible, mais qu'elle *doive* aujourd'hui s'exprimer comme absence de solidarité. Ainsi, c'est paradoxalement en *ne* rendant *pas* visite à une personne âgée qu'on lui

témoignerait sa sollicitude: *la solidarité consisterait à rompre le lien de solidarité*. La solidarité commanderait l'abandon! Laisser ses proches seuls, sa voisine, ses amis, par peur de les contaminer: telle est l'injonction inouïe que nous murmure cette pandémie.

«*Quand on aime ses proches, on ne s'approche pas trop*», nous dit, avec un sens aigu du paradoxe, le «*ministère des solidarités (sic?) et de la santé*», dans une de ses campagnes publicitaires. Slogan insupportable à nos consciences! Voudrions-nous être solidaires d'autrui? Gardons-nous-en: nous pourrions par là même lui causer le plus grand mal; la solidarité commande donc qu'on s'abstienne. Voudrions-nous seulement être amicaux? Il nous faudra, à l'approche de l'ami retrouvé, nous reculer d'un mètre.

Tel est le paradoxe, quasi derridien, de notre situation. Nous n'avons plus à affronter, comme souvent, l'opposition entre la solidarité et l'absence de solidarité, nous avons à accepter qu'il soit aujourd'hui de l'essence de la solidarité de se faire non-solidarité, et que la non-solidarité soit la manifestation la plus adéquate de la solidarité. Renversement épouvantable!

Certes, chacun se tire de l'impasse à sa façon: qui en recourant aux diverses technologies (téléphone, mails, etc.); qui en surveillant que la distanciation physique ne se mue en distanciation sociale puis en distanciation affective; qui en refusant les termes mêmes du problème et en dénouant le lacis d'implications contradictoires qui le constituent – en choisissant par exemple de risquer la vie biologique pour sauver la vie psychologique.

Mais il n'empêche: il faut, semble-t-il, et d'une manière ou d'une autre, que nos proches s'éloignent pour qu'ils nous restent proches; pire: il faut que nous nous éloignions d'eux pour leur rester proches. Ce vertige dialectique noie, *abîme*, notre conscience morale.

Qui donc peut supporter cela? Et jusqu'à quand?



LA CROIX

LUNDI À 16H

Retrouvez **Frédéric Mounier** de LA CROIX

sur RCF dans l'émission  
«*Les racines du présent*»